

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/IP/10  
23 juin 2004

(04-2715)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce  
Session extraordinaire

## NEUVIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES ADPIC

### Rapport du Président, Monsieur l'Ambassadeur Manzoor Ahmad, au Comité des négociations commerciales

1. Le présent rapport est présenté par le Président sous sa propre responsabilité. Il complète le rapport présenté en juillet 2003, qui portait sur les travaux menés par la Session extraordinaire jusqu'alors (document TN/IP/8).

#### **I. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

2. Depuis que la Session extraordinaire a repris ses travaux cette année, elle a tenu deux réunions: la huitième session, le 7 avril 2004 (voir le rapport du Président au CNC qui est reproduit dans le document TN/IP/9) et la neuvième session, le 18 juin 2004.

3. Lors de ces réunions, la Session extraordinaire a examiné les points suivants: négociation de l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux; et autres questions.

4. À la réunion d'avril 2004, une nouvelle communication a été présentée par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Nicaragua, la Nouvelle-Zélande et le Taipei chinois (documents TN/IP/W/9 et TN/IP/W/9/Add.1, intitulés "Proposition conjointe relative à un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux – Questions et réponses"). Les propositions présentées précédemment restent à l'examen (voir le paragraphe 8 du document TN/IP/8 et son annexe).

5. Ce nouveau document a donné lieu à un échange de vues sur le fond au sujet de diverses questions concernant l'établissement du système, y compris les effets juridiques des enregistrements, la participation au système et les charges administratives et autres d'un tel système, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, ainsi que de la question de savoir si les propositions à l'examen modifieraient l'équilibre des droits et obligations énoncés dans l'Accord sur les ADPIC et respecteraient le principe de la territorialité.

6. À la neuvième réunion, les participants ont également abordé des questions concernant le rapport devant être présenté par le Président à la réunion du CNC prévue pour le 30 juin.

#### **II. QUESTIONS EN SUSPENS**

7. Un certain nombre de questions appellent de plus amples travaux, y compris, mais pas uniquement, la résolution des questions fondamentales des effets juridiques des enregistrements et de la participation au système.

./.

### **III. TRAVAUX FUTURS**

8. Les participants ont réaffirmé leur engagement de poursuivre activement les négociations afin de parvenir à un résultat convenu dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, conformément au mandat énoncé à la première phrase du paragraphe 18 de la Déclaration de Doha et à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC.

9. Pour ce qui est de l'organisation des travaux, le Président tiendra, avant la prochaine réunion de la Session extraordinaire, des consultations informelles sur la façon dont les travaux futurs peuvent être menés de la façon la plus constructive possible et avec la plus grande détermination possible.

---